

More investment will be needed for a sustainable and fair society

Jeudi 8 mars 2018

Communiqué de presse du groupe S&D

Traduction ci-dessous

S&D Euro MPs today welcome the Commission's proposals to step up investments which will help the EU to manage its transition to a low-carbon economy and meet the COP 21 climate change goals.

S&D Group spokesperson for the economic and monetary affairs, Pervenche Berès, stated:

"The Socialists and Democrats are fully committed to putting Europe on the path of sustainable development. Greening the European economy is a priority. It will create more jobs opportunities and ultimately safeguard our planet. However, this will require reforming the financial system in order to redirect capital towards sustainable investments.

"The Commission's plan puts forward ambitious proposals to achieve this goal: a support for a taxonomy and labels applied to all financial products, the use of sustainability-based benchmarks.

"The presence of the social dimension of sustainability throughout the plan is for us a prerequisite.

"However, in areas such as the reform of the European Supervision Agencies and the role of the public sector, a follow-up through concrete legislative proposals is now necessary to move swiftly forward."

S&D Group spokesperson on the sustainable finance, Paul Tang, added :

"The S&D Group has consistently argued for a strong sustainable dimension of the Capital Markets Union.

"To change the game of the financial sector, ambitious legislation is needed. The taxonomy needs a strong and balanced inclusion of environmental, social and governmental risks and factors. In addition, a mandatory due diligence should require investors to identify, prevent, mitigate and account for sustainability risks.

"Furthermore, the public sector must be considered as a risk taker, innovator and market creator. This is key to develop a deep, liquid and efficient green bond market. The action plan does not include legislative initiatives for green bonds. However, a legislative initiative on green

bonds issued by existing and future European institutions, such as the EIB and the European Monetary Fund, can attract more private investment re-orienting capital flows towards sustainable and inclusive growth.

“Ultimately, we want to put our money towards a more sustainable and just society. Only then, we can prompt the financial sector to contribute to the goals of the Paris climate agreement.”

Davantage d'investissements pour une société durable et équitable

Jeudi 8 mars 2018

Communiqué de presse du groupe S&D

Les eurodéputés S&D se félicitent des propositions de la Commission visant à augmenter les investissements qui aideront l'UE à gérer sa transition vers une économie à faible intensité de carbone et à atteindre les objectifs de la COP 21 en matière de changement climatique.

Pervenche Berès, porte-parole du Groupe S&D pour les affaires économiques et monétaires, a déclaré:

Les socialistes et démocrates sont pleinement engagés pour mettre l'Europe sur la voie du développement durable. Le « verdissement » de l'économie européenne est une priorité. Celle-ci créera davantage d'emplois et, en fin de compte, aidera à protéger notre planète. Cela nécessitera toutefois une réforme du système financier afin que les capitaux soient réorientés vers des investissements durables.

Le plan de la Commission présente des propositions ambitieuses pour atteindre cet objectif : l'instauration d'un système de classification «taxonomique» et des labels appliqués à tous les produits financiers, l'utilisation de critères de référence basés sur le développement durable.

La présence de la dimension sociale de la durabilité tout au long du plan est pour nous une condition préalable.

Toutefois, dans des domaines tels que la réforme des agences européennes de supervision et le rôle du secteur public, un suivi par le biais de propositions législatives concrètes est indispensable pour avancer rapidement.

Paul Tang, porte-parole du Groupe S&D sur la finance durable, a ajouté:

Le Groupe S&D a toujours plaidé en faveur d'une forte dimension durable de l'Union des marchés financiers.

Pour changer la donne dans le secteur financier, il faut une législation ambitieuse. La taxonomie nécessite une intégration forte et équilibrée des risques et des facteurs environnementaux, sociaux et gouvernementaux. En outre, un système obligatoire

d'informations devrait obliger les investisseurs à identifier, prévenir atténuer et rendre compte des risques liés à la durabilité.

En outre, le secteur public doit être considéré comme un preneur de risques, un innovateur et un créateur de marché. C'est la clé du développement d'un marché obligataire vert, diversifié, à la liquidité importante et efficace. Le plan d'action ne prévoit pas d'initiatives législatives pour les obligations vertes. Toutefois, une initiative législative sur les obligations vertes émises par les institutions européennes existantes et futures, telles que la BEI et le Fonds monétaire européen, peut attirer davantage d'investissements privés réorientant les flux de capitaux vers une croissance durable et inclusive.

En fin de compte, nous voulons investir notre argent dans une société plus durable et plus juste. Voilà comment nous pourrions inciter le secteur financier à contribuer aux objectifs de l'accord de Paris sur le climat."